

écho
des entreprises

01

25

04 | **Zoom**
LUXSCAN TECHNOLOGIES

12 | **Interview**
RICHARD FORSON

16 | **Focus**
FEDIL NEW YEAR'S RECEPTION 2025

30 | **Bold Innovation**
ISPAC
THE PREFA-SETI PROJECT

36 | **Carte Blanche**
ROMAIN HEINEN



TERRASSEMENT TRAVAUX DE VOIRIE TRAVAUX D'INFRASTRUCTURE POUR ZONES INDUSTRIELLES ET LOTISSEMENTS BATTAGE DE PALPLANCHES PAR VIBRO-FONÇAGE PIEUX FORÉS EN BÉTON ARMÉ DÉMOLITIONS MÉTALLIQUES ET DU BÉTON ARMÉ TRAVAUX EN BÉTON ARMÉ FOURNITURE DE BÉTONS PRÉPARÉS

BAATZ
CONSTRUCTIONS
EXPLOITATION



Baatz Constructions Exploitation Sàrl
1, Breedewues L-1259 Senningerberg
Tél : 42-92-62-1 www.baatz.lu



Sommaire

02

Éditorial

04

Zoom

Luxscan Technologies

12

Interview

Richard Forson

16

Focus

FEDIL New Year's Reception 2025

28

Actualités de la FEDIL

Cercle des chefs du personnel / 4th meeting of the FEDIL NIS2 Forum

30

Bold Innovation

Le premier rover européen sur la Lune sera luxembourgeois - par Charlotte Nassej / Transforming the future in construction: a pioneering project for decarbonisation - by Christoph Odenbreit and Lara Punt

36

Carte Blanche

Des administrations performantes au service de la collectivité publique et de son économie - par Romain Heinen

39

Opinion

The EU's Competitiveness Compass: a vision or a mirage? - by Francesco Fiaschi

41

Chronique juridique

Réduction unilatérale du salaire : modification substantielle du contrat de travail ou inexécution contractuelle de la part de l'employeur ? - par Ella Gredie

42

Caricature

43

Publications & positions de la FEDIL

Les indices s'accumulent - il ne faut pas les ignorer !

La situation actuelle des industries intensives en énergie au sein de l'Union européenne est de plus en plus préoccupante. Le secteur fait face à des défis sans précédent, notamment en raison de l'augmentation des coûts de l'énergie et des réglementations environnementales de plus en plus strictes. Cette conjoncture a poussé plusieurs entreprises à remettre en question leur viabilité à long terme sur le territoire européen.

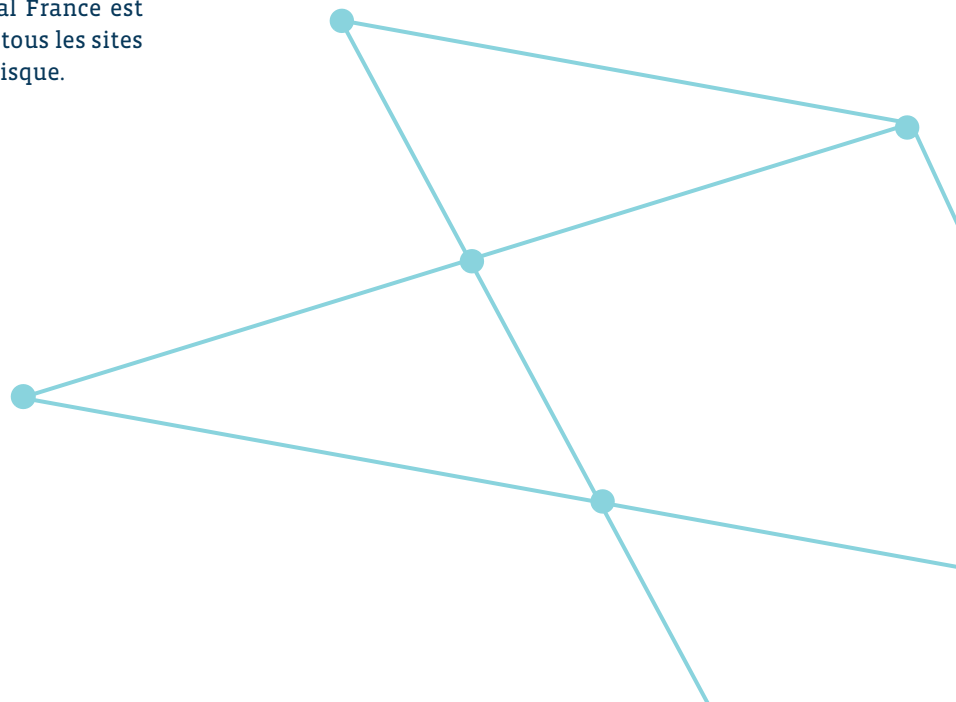
Un exemple éloquent de cette crise est l'annonce fin janvier de la fermeture de l'usine de production de verre plat que le groupe Guardian exploite à Llodio en Espagne. Avec Llodio, cet acteur majeur de l'industrie du verre, également présent au Grand-Duché, aura fermé cinq de ses onze usines européennes endéans quatre ans. Cette décision, bien qu'impactante pour l'économie locale, symbolise une tendance plus générale où les entreprises particulièrement sensibles au coût de l'énergie et du carbone et techniquement difficiles à décarboner cherchent des horizons plus rentables en dehors de l'Union européenne.

Fin novembre 2024, le groupe ArcelorMittal avait mis en suspens son programme d'investissement de quelques milliards d'euros dans la décarbonation de plusieurs sites européens, en soulignant que les conditions pour engager cette opération n'étaient pas réunies. Le sidérurgiste pointe du doigt le cadre réglementaire, les problèmes de disponibilité et de coût des énergies requises ainsi qu'une situation concurrentielle défavorable en Europe. Deux mois plus tard, le nouveau président d'ArcelorMittal France est revenu à charge avec l'annonce alarmante que tous les sites sidérurgiques en Europe sont actuellement à risque.

Au sein de notre pays, l'entreprise Mylar Speciality Films vient d'annoncer qu'elle va fermer sa dernière ligne de production après une première décision de fermeture partielle déjà implémentée en 2023. À l'instar d'autres réductions ou fermetures de capacités industrielles dans notre pays, celle-ci est motivée, entre autres, par le niveau trop élevé des coûts énergétiques en Europe.

Une annonce particulièrement inquiétante pour toutes les industries européennes grandes consommatrices de gaz naturel est venue juste avant Noël 2024, lorsque le ministre de l'Énergie du Qatar a menacé de mettre un terme aux livraisons de gaz naturel liquéfié (GNL) à l'Union européenne, si les pays de l'UE appliquaient strictement une nouvelle directive européenne sur les chaînes d'approvisionnement durables, la CSDDD. En cas de non-respect des critères de durabilité énoncés dans ce nouveau texte législatif européen, une entreprise s'expose à des amendes pouvant aller jusqu'à 5% de son chiffre d'affaires mondial.

Cet exemple expose le haut degré de vulnérabilité de nos économies sur la question énergétique et il montre que notre influence internationale et notre marge d'action en matière de relations commerciales sont de plus en plus limitées. Jusqu'à présent, le législateur européen a suggéré le contraire, ce qui provoque des frictions et des insécurités peu favorables au climat d'investissement dans les branches exposées.



Les fermetures et mises en attente d'investissements révèlent une perte de confiance croissante dans la capacité de l'Europe à offrir un environnement compétitif et durable pour des secteurs d'activité qui forment souvent la base de chaînes de valeur industrielles en Europe. Des chaînes de valeur que l'Europe devrait sauvegarder pour réduire ses dépendances économiques sur le plan international et pour porter ses ambitions dans les domaines écologique, de l'innovation ou encore de la défense.

Cette navigation de moins en moins évidente entre des projets politiques bien intentionnés et une dure réalité économique, la perte du chemin de la réussite économique ainsi que les pressions politiques internes et externes exercées sur elle ont amené la Commission européenne à se procurer une boussole de la compétitivité.

Annoncée comme une stratégie pour renforcer la compétitivité européenne, la boussole de la compétitivité vise à attirer et à maintenir les investissements dans l'UE, en proposant des réformes structurelles et des incitations financières. Cependant, face aux réalités du terrain, ces annonces, si elles ne sont pas rapidement suivies de plans d'action concrets et incisifs, vont peiner à rassurer les acteurs industriels qui sont sur le point de tourner le dos à l'Europe comme site de production. L'exécutif européen et les deux colégislateurs, à savoir le Parlement et le Conseil, devront porter avec conviction cette feuille de route conjointe pour la décarbonation, la compétitivité et l'emploi industriel ainsi que les adaptations législatives majeures qu'elle implique, sinon la boussole entrera dans l'histoire comme l'énième emballage d'un produit qui ne se vend pas.

RENÉ WINKIN
Directeur de la FEDIL
rene.winkin@fedil.lu



OPTICORE 41



zoom

LUXSCAN TECHNOLOGIES





COMBISCAN SENSE

the LUXSCAN LINE



LUXSCAN TECHNOLOGIES

Scruter le moindre défaut

Connaissez-vous les pépites industrielles du Luxembourg ? L'activité de Luxscan Technologies est l'exemple même d'une expertise technologique qui s'exporte depuis le Grand-Duché à l'international.

Lorsque les deux fondateurs ont implanté leur start-up en 1998 au Technoport de Foetz, ils étaient loin d'imaginer que, plus de 25 ans plus tard, leur entreprise compterait une cinquantaine d'employés et desservirait des clients dans le domaine de l'industrie du bois dans près de 40 pays à travers le monde.

Depuis 2015, Luxscan Technologies fait partie du groupe allemand Weinig, un fournisseur complet de machines et de systèmes pour l'usinage de bois massif. En tant qu'entité technologique du groupe, l'entreprise de Foetz est spécialisée dans la conception, la fabrication et la mise en service de systèmes de vision pour l'industrie du bois. En d'autres termes, elle développe des systèmes de scanners qui sont intégrés aux lignes de production que le groupe Weinig installe dans les scieries de producteurs de planches de bois, de parquet, de meubles, de matériaux de construction, etc. à travers le monde.

Doté de caméras couleur et laser de haute résolution intégrées, le scanner permet de détecter, grâce à ses capteurs, tous les défauts présents sur les quatre faces de la planche de bois, tels que nœuds, trous, fissures ou autres imperfections, et de transmettre automatiquement cette information aux machines de découpe installées en aval, telles que des déligneuses (coupe dans la longueur) ou des tronçonneuses (coupe transversale). Si les premières générations de scanners fournissaient une image brute et simplifiée sur laquelle le technicien appuyait son diagnostic, depuis 2019, les machines intègrent de l'intelligence artificielle. Le modèle de scanner le plus récent renferme un programme intelligent de traitement de l'image qui s'appuie sur le Deep Learning. Le logiciel qui interprète l'image haute

résolution est entraîné par une base de données de quelque 500 000 annotations apportées au système et vérifiées par l'équipe de Luxscan, composée de spécialistes du bois. C'est ce savoir qui constitue l'expertise de la pépite luxembourgeoise.

En fonction de la nature du client et du type de produit qu'il fabrique, le système est par ailleurs alimenté de paramètres prédéfinis, ce qui en fait un outil fiable pour automatiser et optimiser le processus de production.

En effet, en identifiant les singularités du bois et en détectant les défauts, il est possible de réaliser une coupe précise et idéale en menuiserie. L'utilisation d'un scanner permet ainsi au client de maximiser l'utilisation de chaque planche de bois, ce qui, d'un point de vue économique, réduit le coût de ses matières premières et, d'un point de vue écologique, minimise les déchets de bois. En s'équipant de ce système d'optimisation, les scieries améliorent considérablement la qualité et la régularité de leurs produits finis. Des résultats constants et fiables permettent de minimiser les variations sur le long terme.

Alors que les scanners d'optimisation étaient jusqu'à présent principalement utilisés dans la 2^e transformation du bois, c'est-à-dire au moment de la découpe de planches déjà séchées et rabotées, Luxscan vient de développer et de commercialiser un type de scanner pour une scierie de chêne brut ou vert. Lors de cette première étape de la transformation, les conditions de lecture sont autrement plus complexes, étant donné que les planches sont encore sales, humides et recouvertes de sciure. C'est surtout l'humidité qui modifie les propriétés optiques et physiques du bois. Grâce aux derniers modèles avancés d'intelligence artificielle, l'analyse et la détection précise des défauts deviennent possibles dès le début de la chaîne de production du bois, ce qui permet de réduire les déchets à chaque étape successive.

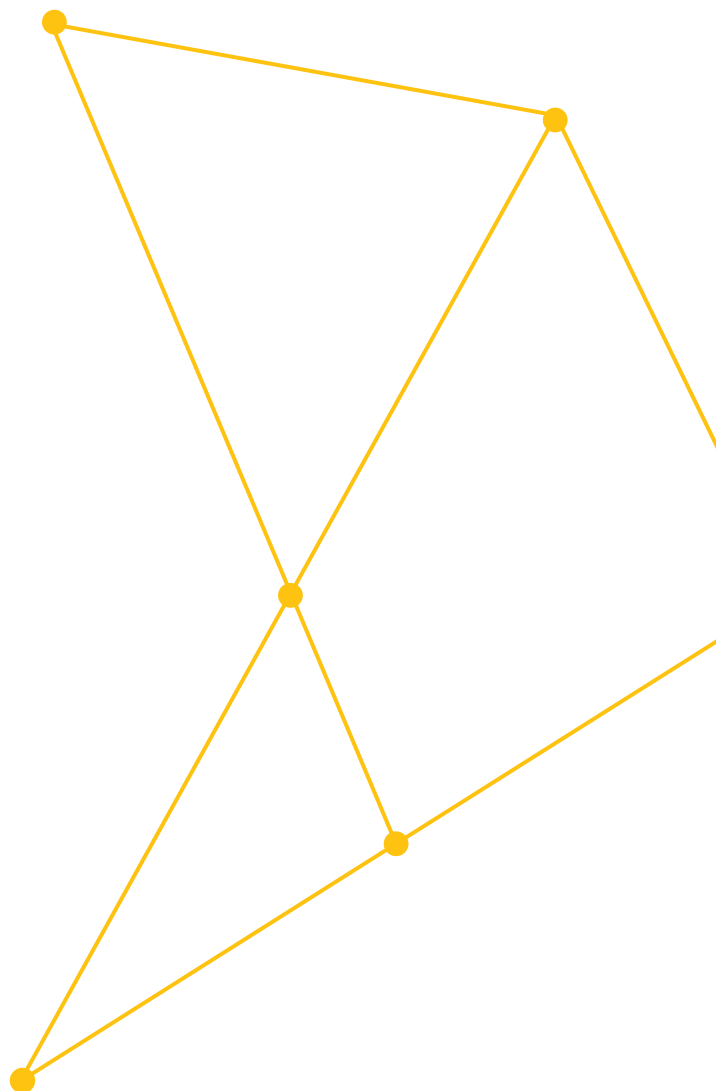








Avec un carnet de commandes d'une cinquantaine d'installations de scanners de gabarits différents par an, Luxscan évolue certes dans un marché de niche, mais à l'échelle internationale et hautement technologique. La société bénéficie bien sûr du réseau du groupe Weinig. Toutes les installations sont assemblées dans l'atelier de Foetz, où 15 à 27 personnes travaillent à la production, 15 ingénieurs, informaticiens et techniciens forment l'équipe de R&D et 15 personnes assurent le service après-vente et la maintenance. Luxscan Technologies est une entreprise fortement ancrée dans le paysage industriel du pays, même si Jean-Philippe Hildebrandt, Managing Director, et Paul Rigaux, Product Manager, déplorent ne pas avoir un seul client luxembourgeois !



Article :

LAURENCE KAYL

Responsable communication à la FEDIL

laurence.kayl@fedil.lu

Photos :

ANN SOPHIE LINDSTRÖM





Interview

RICHARD FORSON

President and CEO of Cargolux

« It is in the very nature of our industry to constantly adapt to global developments »

Mr. Forson, as President and CEO of Cargolux since 2016, what key milestones have defined your journey so far, and how have they shaped the company's position in the airfreight industry? How do you see the airfreight landscape evolving over the past decade?

I am privileged to lead an extraordinary organization in an industry where there are no dull moments and numerous challenges, but if I had to choose a few defining moments, these would be:

1. Keeping the airline fully operational during the Covid period as we had to deal with ensuring operations continued at an historically high level, notwithstanding all the restrictions that were introduced not only in Luxembourg, but with neighboring countries and at the international level. I believe that the performance of the airline over this period really brought into light the value of Cargolux as we flew in significant amounts of urgently required Personal Protection Equipment, not only for Luxembourg but for other European countries as well. In addition, we were also doing flights to the USA carrying PPE. I pay tribute to all of our employees who worked from home and especially those onsite who had to ensure operations were maintained at extremely high levels. Our pilots were also especially impacted by being confined to their hotels at most destinations in the network that we flew during this period.
2. The re-insourcing of our complete IT operations in 2019, as this is one of the most strategic units for any business - with the rapid advancements taking place in respect of available technology and its application - to significantly enhance productivity and customer satisfaction.

3. This has enabled us to renew key pillar systems in the organization, including significant investments in cybersecurity, as more and more data is digitized and digitalization of processes increases.

4. The acquisition of LuxairCargo from the Luxair Group. This also represents a strategic move for Cargolux as it is essential that the airline manages its own main hub of operations. This will also enable us to make investments into equipment, systems and maintenance of infrastructure to ensure that we remain competitive with other major cargo hubs in Europe.

5. The formation of an aerial firefighting unit - Aquarius AFF - in 2023 which became operational in 2024 with its first deployment in Spain. This is of specific importance to myself as we can see the devastating impact of wildfires on lives and homes. This project is ongoing and we will take delivery of 4 additional aircraft this year, with two of them arriving in February.

Thanks to our agility and flexibility in meeting customer requests whilst providing service excellence, Cargolux is currently the 7th biggest dedicated scheduled service cargo carrier in the world operating a fleet of 30 aircraft.

As regards the future, there is currently uncertainty due to the emergence of e-commerce as a major volume contributor, but the question is 'is it here to stay' or will it disappear as receiving countries take measures to stem these flows. Certain South East Asian countries, e.g. Vietnam and Indonesia, have suspended the download of the Temu app in their countries unless certain conditions are met. We obviously also closely monitor the current geopolitical tensions and the risk of trade barriers impacting global trade flows, as demonstrated by the recent actions of the Trump administration.

In recent years, international conflicts and shifting geopolitical dynamics have created new challenges and opportunities in global trade. How have these developments impacted the airfreight industry, and how has Cargolux adapted its strategies to navigate these changes?

As geopolitical tensions increase, the continuous trade/product embargoes to certain countries as well as the closure of Russian airspace to EU carriers - which has resulted in longer flying times to get to our destinations in Asia - have undoubtedly impacted the industry. Cargolux is no exception to this. Sanctions and embargoes on certain products for certain countries have also increased the cost of ensuring that the goods we transport are not in contravention of such regulations.

As regards Cargolux, we are continuously optimizing our network as well as capacity to deal with such situations. Diversification is also important so that we reduce dependency on any one single revenue stream. It is in the very nature of our industry to constantly adapt to global developments. Hence, we place a strong focus on agility and flexibility, which are key to successfully navigating these challenges.

The European Union has introduced numerous sustainability regulations affecting international trade relations, such as CSRD, CS3D, ... What do these regulations mean for an internationally operating player like Cargolux, and how do you balance compliance with maintaining global competitiveness?

I do not think that the EU have realized the monster that they have created with these directives and the additional burden that they have placed on businesses in meeting their requirements. Without doubt, this will add additional cost to operating any business of size in the EU. Cargolux competes in an international environment where many of our non-EU competitors do not have such obligations placed on them. The additional manpower and time that businesses now need to deploy on producing such obligations should not be underestimated.

I think that the realization of this 'monster' is coming home to roost as various countries and business associations are lobbying for the postponement of the adoption of some of these regulations and challenging its content.

Businesses need to adopt more sustainable practices wherever they can, and Cargolux is committed to taking its part, but if such EU mandates are unrealistic or impractical to implement and result in financial distress of companies trying to achieve what the EU has made law, then there will be more serious problems that will arise because of these regulations.

In my view, these regulations have been put together without careful consideration nor understanding of their impact - including economically - on running a sustainable business.

Starting in 2025, aircraft operating at EU airports will be required to use 2% Sustainable Aviation Fuel (SAF), increasing to 5% by 2030 and 70% by 2050. How is Cargolux preparing to meet these targets, and how do you expect them to impact the competitiveness of Cargolux' European air cargo operations, including Luxembourg's?

Cargolux has to purchase fuel with these percentage of SAF as it is the law, but ultimately the consumer will pick up the cost as it will not be possible for airlines, or any other players in the logistics chain, to absorb these additional costs if they are to remain economically sustainable. These costs will inevitably increase as the level of mandatory SAF percentage increases every 5 years.

The other issue is that Luxembourg is not a major airport, compared to Amsterdam or Frankfurt, so we are likely to pay a premium for the mandated SAF compared to airlines operating out of those airports where a broader range of providers is available.

With Luxcargo Handling S.A. taking over Luxair's cargo handling operations at Luxembourg Airport, what strategic advantages do you anticipate for Cargolux in terms of operational efficiency, customer service, and long-term growth in the competitive air cargo sector?

As mentioned earlier, this was a strategic initiative by Cargolux to maintain Luxembourg's competitiveness as a cargo hub. This will entail significant investment in systems, equipment, and infrastructure. The integration of Luxcargo Handling provides significant advantages such as improved operational efficiency, enhanced customer service, streamlined processes, and supports long-term growth in an extremely competitive air cargo sector.

In 2022, Cargolux received the FEDIL Innovation Award for its digital project "Dynamic Pricing and Digital Sales." Since then, have there been other notable digital initiatives undertaken by Cargolux? Additionally, how is artificial intelligence shaping your operations, from optimizing logistics and pricing strategies to enhancing customer experience? What potential do you see for AI and digitalization in driving innovation and efficiency in the airfreight industry?

AI has become a buzzword with multiple seminars and consulting companies offering their services to 'assist' companies in developing their AI strategy.

I believe that if a business wants to utilize AI properly and efficiently, it must have a detailed knowledge what its current systems can deliver and how one can effectively bring in AI to improve backend processes, interactions with customers, employees, suppliers and most importantly, what are the vulnerabilities and ethics behind the AI functionalities that are introduced. Unless the AI experience mimics the human touch and provides the information required in a manner which is acceptable to the user, any implementation will be a failure. On a personal note, I find it very frustrating having to deal with 'chatbots' on company customer service websites!

As a FEDIL member, Cargolux actively participates in the HelloFuture initiative, promoting technical and scientific careers among young people, with your HR department engaging directly with secondary school students. Is recruitment a particular challenge in the airfreight sector? Does Luxembourg still possess the necessary strengths to serve as the base for a leading international company like Cargolux? From your international perspective, what measures can be taken to preserve and enhance these advantages in the future?

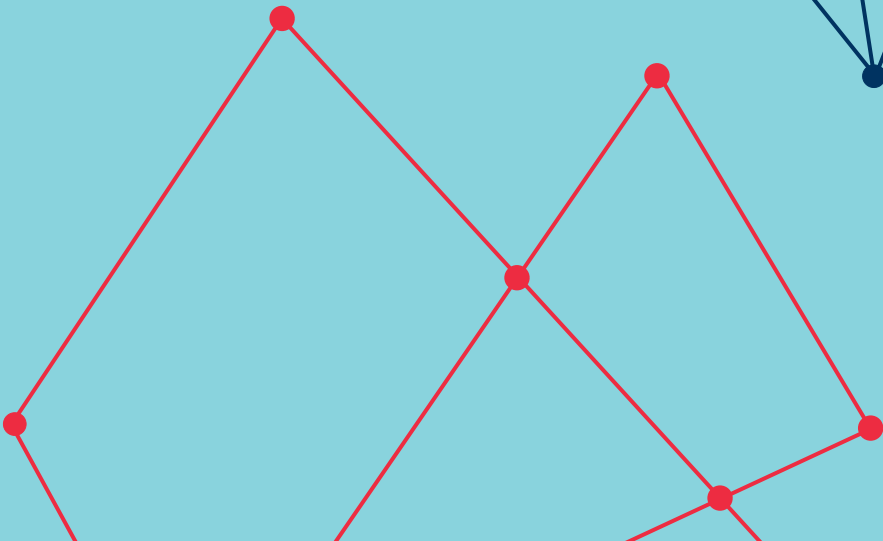
Recruitment in the airfreight sector is particularly challenging due to the specific skills required and the 24/7/365 nature of our operations, which obviously impacts work-life balance. While Luxembourg is Cargolux' main hub, it is becoming increasingly challenging to recruit the talent we need. Many skilled workers are not prepared to move to Luxembourg because of the high cost of living, especially housing. The provision of affordable housing has unfortunately not materialized and the focus appears to be people buying up houses for speculating rather than individuals working in the country having the opportunity to own their own home.

I believe that Luxembourg should follow the priorities that the late Lee Kuan Yew, ex-Prime Minister of Singapore and its founding father, made when Singapore was established; 1) provide housing for everyone to give them a sense of belonging and 2) strive to give everyone the best education possible. One only needs to look at where Singapore stands today in terms of economic success.

As regards whether Luxembourg will continue to have the necessary strength to serve as a base for leading international companies, regrettably, I would answer 'not at this stage'. There is a need for a vision and ambition to develop key areas other than the financial sector - which will face challenges of its own. In this context, we must continue investing in education, fostering innovation, and promoting the airfreight industry as an attractive career path. It is essential for individuals seeking to develop a career with us to have a passion for aviation, as this is not just a random job in a random industry. By taking decisive action to address the obstacles mentioned above, I remain convinced that Luxembourg has the capacity to continue being a key player in the cargo industry landscape and beyond.



focus



FEDIL New Year's Reception 2025

On 16 January, FEDIL was delighted to welcome some 850 guests to Luxexpo for its traditional New Year's Reception. At this flagship event for the Luxembourg business community, a large number of representatives of the federation's member companies, as well as a number of key figures from the economic, political and institutional spheres, came together for the evening to receive FEDIL's New Year's greetings and, above all, to listen to the messages and concerns of the industrial and entrepreneurial world in the face of the many challenges facing economic players.

The various speeches were made in front of a large audience of ministers, former ministers and members of national and European parliaments. The evening was moderated by Natasha Ehrmann.

After welcoming the guests, including Prime Minister Luc Frieden and the evening's keynote speaker Roberta Metsola, President of the European Parliament, FEDIL Chairman Georges Rassel set out in his speech the concerns of businesses in the face of the huge challenges of the present – geopolitical shifts and uncertainties affecting global trade relations, the responsibility of European policymakers imposing new standards and requirements, a coherent and realistic energy transition, economic growth and competitiveness of the European industry, modernization of labour laws, innovation and new technologies - all these topics that shape our future, were addressed in his message, that is reproduced in full below.

Following Georges Rassel's engaging address, the evening was punctuated by an excellent keynote speech from Roberta Metsola, President of the European Parliament.

President Metsola emphasized the importance of balancing necessary regulations with the need to avoid overburdening businesses. She acknowledged that while regulations are essential for ensuring fair practices and protecting the environment, excessive regulatory measures can stifle innovation and economic growth. She advocated for a pragmatic approach to the Green Industrial Deal, ensuring that environmental sustainability efforts do not lead to economic disruptions and that predictability is given.

Addressing the current geopolitical landscape, President Metsola highlighted the increasing uncertainties and tensions affecting global stability. She underscored the necessity for Europe to remain vigilant and adaptable, reinforcing defence capabilities and international cohesion among partners to navigate these challenges successfully.

President Metsola discussed the evolving global trade relations, noting the rise of tariffs, sanctions, and protectionist policies that impact the flow of goods and services. She stressed the importance of advocating for fair trade practices that encourage economic growth, particularly for economies like Luxembourg's, which are heavily dependent on imports and exports.

Highlighting the role of innovation in economic development, President Metsola expressed optimism about Luxembourg's potential to prosper through visionary leadership and a talented workforce. She emphasized the importance of strengthening cooperation among stakeholders in the research and innovation ecosystem. She also recognized the transformative power of new technologies, particularly artificial intelligence, in driving progress and economic prosperity.

In summary, President Metsola's address called for a balanced regulatory environment, proactive measures to ensure stability, fair trade practices, and a strong emphasis on innovation to foster economic growth and competitiveness in Europe.

The replay of President Metsola's address is available here:



The official part ended with a speech by Prime Minister Luc Frieden. He stressed the importance of a strong and growing economy for a welfare state, the necessity of an open economy and fair trade, especially for a country like Luxembourg, the need of political stability in an uncertain environment, and the importance of a well-functioning and united European Union to face today's challenges. He also expressed his desire to preserve the Luxembourg social model and to maintain a constructive dialogue with all stakeholders.

He acknowledged that we have over-regulated. Even if the aim of the various new laws is good, the path chosen is often too bureaucratic. He asked FEDIL and the companies to give him examples of legislation that weighs on their daily lives and suggestions for simplifying it.

The evening ended with a cocktail reception and a pleasant moment of networking, much appreciated by all! FEDIL would like to extend its warmest thanks to the sponsors who made a major contribution to the success of our New Year's reception: BGL BNP Paribas - Groupe Foyer - LuxConnect - Office du Ducroire Luxembourg - Société Nationale de Crédit et d'Investissement - Landewyck - Amazon - Losch Luxembourg - LuxAirport - Luxexpo the Box - Codex - Imprimerie Centrale.









SPEECH BY GEORGES RASSEL AT THE FEDIL 2025 NEW YEAR'S RECEPTION

Dear Prime Minister,
 President of the European Parliament, dear Roberta Metsola,
 Ministers,
 Ladies and Gentlemen, members of Parliament,
 Dear members of the European Parliament,
 Your Excellencies,
 Esteemed members of FEDIL,
 Dear guests,

As we gather here today to welcome a new year and reflect on the past one, it is a great honor for me to address you on this significant occasion. The turn of the year is always a time for both reflection and projection, and I am eager to share FEDIL's thoughts on several pressing concerns of today that will shape our future.

Looking out into the audience, I see that you are again numerous to be here today, from the business community, academia and research as well as from the political and administration side, even though no elections are scheduled this year. And I am very happy to be able to do that in the presence of Roberta Metsola and of Luc Frieden whom I would like to thank very much for being with us tonight and for addressing our audience later-on, despite their busy schedules. Dear President Metsola, we particularly appreciate that you were able to plan your participation here at such short notice.

Dear all,

I know that there is probably a high interest in the exceptional networking event right after this official part of the evening, but I also believe that your presence shows that our messages and recommendations are welcome and hopefully also well appreciated. So, thank you all for joining us here today!

First, let us consider the current geopolitical landscape. Today's world is marked by increasing uncertainties and tensions. Peace is no longer a given, even in our part of the world. As Winston Churchill once said, "The farther backward you can look, the farther forward you are likely to see." Learning the right lessons from the past in order not to make regrettable mistakes in the future. Defence capabilities and international cohesion among partners are key factors in this equation.

The current unclear political situation in many European countries does not favour a common position to address these challenges. The geopolitical shifts have substantial ramifications for our economies and businesses. We must remain vigilant and adaptable to navigate these uncharted waters successfully. The global balance of power is continuously evolving and one of the most immediate consequences of the changed geopolitical scene is the difficulty in maintaining smooth trade relations. Tariffs, sanctions, and protectionist policies are becoming more common, affecting the flow of goods and services.

We, as a business community, must advocate for fair trade practices that encourage rather than hinder economic growth. Europe's economy is dependent on imports and exports and Luxembourg's economy even more. So, we expect our government to carry the flag of free trade high and convincingly. It seems that while we are trying to build bridges, others are busy building walls! But isn't that a bit of a distorted picture?

It is a common European reflex to criticize future President Trump's trade-related intentions. Rightly so, if all plans, he announced before taking office, became reality. But, what about us? Is Europe completely innocent in this trade related downward spiral? These last years, European policymakers have adopted several pieces of legislation designed to impose our principles, standards and performances on our trading partners. Deforestation, CSRD, CS3D, CBAM, ... Of course, we can claim that these principles, standards and performances have a universal value and that every country and every foreign producer should comply with them. But we know that not all countries share these requirements and several of them refuse what they call an exaggerated interference from the old continent.

Three weeks ago, Qatar threatened to stop EU gas sales if fined under EU due diligence law. One can assume that other suppliers of essential goods will follow suit. In such circumstances, it is uncertain whether our economy can cope with our own requirements.

In a few years' time at the latest, we will have to assess the effectiveness of certain regulations and their restrictive effect on sales and supplies crossing the European borders. Any undesirable developments and inconsistencies will then have to be ironed out immediately.

FEDIL will strengthen its team and its advocacy on trade and, more specifically, on new standards and protective measures and their possible collateral effects on supplies and sales. Who wouldn't wish for the good old days when trade policy was boring? Well, times are changing, and we must adapt.

Europe is experiencing a worrying decline in competitiveness. In his report to the EU Commission, Mario Draghi bluntly explained how high energy costs, inadequate investment in innovation and excessive regulatory burdens have contributed to this trend. It is imperative that we address these issues head-on to restore Europe's competitive edge on the global stage.

Speaking of regulatory burdens, overregulation remains a significant challenge. While regulation is essential for ensuring fair practices, mitigate risks and protecting the environment, excessive rules can stifle innovation and economic growth. We need to find a balance that maintains high standards without placing undue burdens on businesses. As of today, a significant storm of regulation from the Northwest is heading towards our companies. Considering the magnitude of recent EU regulation in the areas of sustainability, digital or employment relations, the occasional and very welcome simplification measures here at home in Luxembourg look however pretty much like fighting a tornado with a hairdryer. We therefore strongly appreciate that the European Council and the Commission recognize some of their recent errors and see the need for major corrections and simplifications to be made.

Dear President Metsola, we hope that their good intentions will also find a majority in the European Parliament. Couldn't we agree on a regulatory holiday of at least three years? This period could be used to clean up the existing surcharge and it would give companies room to implement the remainder.

Our role as a business organization is to submit constructive proposals in line with the companies' will to meet higher standards while ensuring the continuation of their European activity in the context of international competition. Europe is on the brink of losing a significant share of its strategic manufacturing capacity. You can see it in the statistics, you can read it in the newspapers and the trade unions can tell you the rest of the story. The clock is ticking.

FEDIL undoubtedly recognizes and supports the need for environmental sustainability, and the Green Industrial Deal is a significant step in the right direction. However, it is crucial that we approach this transition with pragmatism and that we treat it as a societal undertaking in order to prevent it from becoming a source of huge additional cost and concern for electricity consumers.

An overly ambitious timeline and an undifferentiated approach when it comes to the options for action of individual sectors can lead to economic disruptions and social challenges. We must advocate for a more coherent and realistic energy transition that considers both environmental imperatives and economic realities.

Let me give you two examples that illustrate my thoughts:

Our PNEC - the national climate and energy plan - has foreseen a very ambitious GHG-reduction path for the manufacturing industry. Together with the government, FEDIL is promoting supportive instruments that encourage companies to decarbonize by means of electrification. Now, since the entry into force of the new CSR Directive, companies are forced to monitor, report and improve their carbon footprint, including scope 2 emissions, meaning those emissions related to their electricity consumption ... And guess what? Given the high carbon intensity of our imported German electricity, it makes no sense in the short term for our industries to replace gas by electricity in their Luxembourg production units if their decision is CSRD-driven. That's what I would call an incoherent way to do politics.

This leads me to my second example: During last autumn, the German electricity market showed increasingly worrying signs of shortness and related high spot prices, when the sun and wind failed, and coal-fired power plants, supposed to disappear in a few years' time, were essential to keep the balance alongside significant levels of imports. When attending meetings at European level, we notice a decreasing willingness to invest in additional interconnection capacities within the EU due to diverging energy policies in different countries. Indeed, several, countries or regions don't want to get infected by the weaknesses or inconsistencies of others. Just last month, the Swedish energy minister complained about Germany exporting its energy problems to neighboring markets and announced the termination of an interconnector between Sweden and Germany.

An invitation, or should I say a call for Luxembourg to consider all options internally and within the Greater Region in order to ensure an affordable, secure and well-balanced power supply. The necessary and hopefully swift reinforcement of our high voltage grid is only part of the equation.

Ladies and gentlemen,

Here in Luxembourg, the new government has completed its first year in office. It is an opportune time to review its actions and the impacts of some of its policies. The government has shown a strong commitment to put competitiveness back on the agenda. Tax relief and the launch of several consultation processes deemed to significantly reduce red tape and permitting procedures, are appreciated. FEDIL's exchange with elected representatives and Administration has so far been open and mostly constructive. Thank you for this.

The latest STATEC estimates indicate a modest half percent growth for the Luxembourg economy in 2024. With twice +2,5%, the growth forecasts for this year and 2026 are more positive. However, some sectors, particularly construction and several, mostly energy-intensive, industries, still face significant challenges. The ongoing crisis in the building sector has required immediate and effective interventions. The government, together with the affected sector, acted to relaunch private investment. But it remains however paramount to reach also a particularly high level of public counter-cyclical building investments in 2025.

The government's intention to modernize labor laws is a positive and necessary step. A dynamic and fair labor market is crucial for economic growth and social stability. By updating labor laws, we can ensure that they meet the demands of the modern world of work, supporting both employers and employees in achieving their full potential. We very much regret the extremely negative and even threatening attitude of the trade unions after the first ministerial soundings about this topic. Together with my colleagues at UEL, we hope that essential elements of the government's intentions in this area will survive this process, so that social dialogue in general can be stimulated and favored at an adequate level. In this respect, the fact that the government has just confirmed the collective agreement as exclusive door opener for exemptions to legal shopping hours might be a cause for concern. But we remain confident that the major challenges related to employment relationships can be addressed effectively. This also includes making a necessary correction when absenteeism is far too high. The latter is certainly a management matter, but many companies feel abandoned without legal or official intervention. Operational disorganization and the frustration of fair-playing employees in the event of excessive or abusive absences cause costs and damage the working atmosphere.

Prime Minister,

We see a window of opportunity for a major improvement of our regulatory framework. Part of it needs to become more manageable, more realistic. We are counting on you to support this endeavor within the European Council. And we are also counting on you when the Government has to work out law bills implementing legal requirements from Brussels.

But let me extend my thoughts a little further: Many new pieces of legislation come together with the introduction of additional regulators who join the already long list of existing authorities to which reporting must be done. Over the December holidays, we read in the economic press that British Prime Minister Keir Starmer wrote to more than ten regulators in his country (financial, competition, energy and so on ...) asking them to remove barriers to growth in an effort to revive a sluggish economy. According to press reports, the message, co-signed by Finance minister Rachel Reeves, was unambiguous on the need to prioritize economic growth and investment.



Multinational companies within our membership, meaning those which have the capacity to compare competitive advantages, tell us that access to regulators, their efficiency and their interpretation of existing rules have become key investment criteria in our highly regulated business world. FEDIL is very willing to deepen discussions on such a promising initiative with your government. Returning to growth is a task that concerns us all.

Dear all,

This evening, I do not want to address the major challenges that are looming for the long-term financing of our social security system. The relevant committees should clarify this carefully based on realistic growth scenarios and the associated calculations. FEDIL, with our partners in the UEL, is supporting this process, because facts and figures clearly show that it is the right moment, now, to discuss the sustainability for financing our highly appreciated pension scheme. Employers and employees, both from the private and public sectors, should agree not to push back this topic. Ultimately, responsible political decisions must be made. But our children and grandchildren are looking at us!

Ladies and gentlemen,

When speaking about the challenges ahead, we are convinced that economic growth is necessary to meet them. Several target ratios in addressing these challenges derive from our GDP performance, such as spending on defence, on public R&D, on supporting selected developing countries etc. And several of these target ratios are supposed to increase in the coming years (you probably all heard Trump recently speaking about 5% defence spendings), This raises questions of prioritization and financing. My colleague, Business Europe's President Frederik Persson, often expresses the following consideration on this issue. I quote: "Instead of focusing the debate exclusively on percentage points, we all should agree that the cake to be divided should become bigger, hence it is better to speak to the baker first". And there are many bakers in the room tonight!

I am convinced that talented people, and we are still missing a number of them, entrepreneurship and innovation are key to addressing many of the issues we face today.

That's why I am optimistic about the future economic development of Luxembourg. Our country has the potential to prosper, thanks in large part to the visionary leaders and so many other talents within our companies. These individuals inspire innovation and drive progress, ensuring that we remain at the forefront of global business. Last December, we celebrated the FEDIL Innovation Awards. Looking at the quantity and quality of the many submitted projects, we can see that Luxembourg is becoming more and more innovative. I am convinced that there is still room to improve, for instance by strengthening the cooperation with and between all stakeholders in the research and innovation ecosystem. We also need more adequate financing solutions, which allow start-ups to progress to the next level without having to leave our country or even the continent. And yes, there will also be some risk money required!

I am particularly excited about the potential that lies in new technologies, especially artificial intelligence. AI has the power to transform industries, streamline processes, and enhance decision-making, offering us unprecedented opportunities for growth and efficiency. By harnessing these advances, we can propel ourselves into a new era of economic prosperity. Competing economic regions are doing so, why shouldn't we, why couldn't we? ... Do we have a choice?

Equally important is the unwavering support of the Luxembourg government. Its commitment to modernizing our economic landscape is crucial. By correcting previous missteps and focusing on sustainable growth, we have a clear formula for success. Awareness of the importance of all ingredients necessary for a healthy economy must find its way in our classrooms, including the information if we shouldn't meet our target.

Together, with visionary and bold leadership, innovative and sustainable technologies, motivated and committed workforce and strong governmental support, we can build a bright future for Luxembourg.

I want to conclude by thanking our member companies, our partners, all people involved in our board and project groups and our permanent team at FEDIL, for your dedication and contribution to this exciting journey ahead.

I wish you and your families a prosperous and successful New Year and let's make the cake bigger together! Thank you.





Article :

LAURENCE KAYL

Responsable communication à la FEDIL

laurence.kayl@fedil.lu

Photos :

ANN SOPHIE LINDSTRÖM

Plus de photos sur notre site internet :



Actualités de la FEDIL

CERCLE DES CHEFS DU PERSONNEL

18 décembre 2024

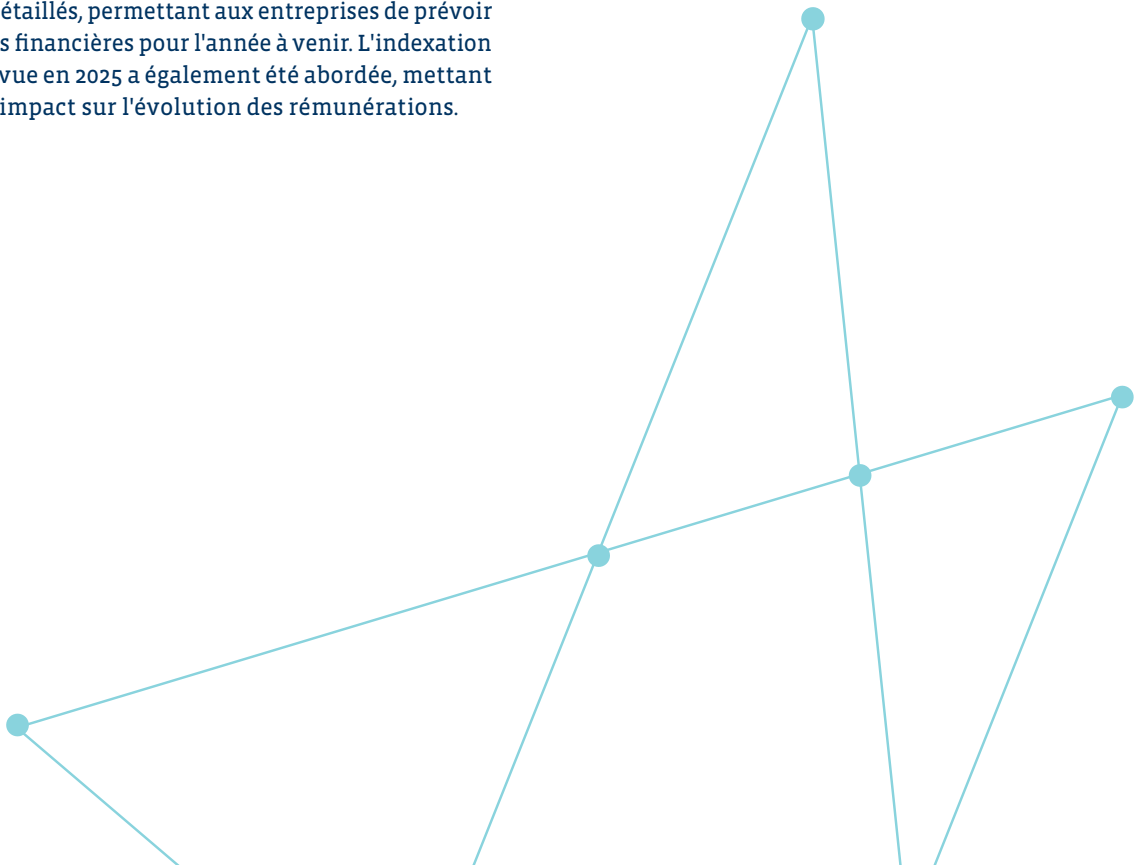
Le 18 décembre 2024, la FEDIL a organisé une session du "Cercle des Chefs du personnel" à la Chambre de Commerce, réunissant une centaine de responsables des ressources humaines de ses entreprises membres. Cette rencontre a permis d'aborder des thématiques essentielles liées à la gestion des ressources humaines.

Parmi les points saillants figuraient les nouveautés législatives, notamment la transposition de la directive (UE) 2022/2041 du 19 octobre 2022, qui vise à garantir des salaires minimaux adéquats au sein de l'Union européenne. De plus, la directive (UE) 2024/2831 du 23 octobre 2024, portant sur l'amélioration des conditions de travail des employés de plateformes numériques, a été examinée.

Les participants ont également été informés des paramètres sociaux applicables en 2025. Il a été annoncé une hausse du salaire social minimum (SSM) à partir du 1^{er} janvier 2025. Les taux de cotisation pour les différentes branches de la sécurité sociale ont été détaillés, permettant aux entreprises de prévoir leurs obligations financières pour l'année à venir. L'indexation des salaires prévue en 2025 a également été abordée, mettant en lumière son impact sur l'évolution des rémunérations.

Des représentants externes ont enrichi la session par leurs interventions. L'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL) a présenté une mise à jour des dispositions fiscales concernant l'imposition des heures supplémentaires des travailleurs frontaliers, un sujet crucial pour de nombreuses entreprises luxembourgeoises. L'UEL a également annoncé l'organisation de webinaires en matière fiscale, offrant aux membres l'opportunité de se tenir informés des évolutions législatives et réglementaires.

La session s'est conclue par un moment de convivialité, favorisant les échanges informels entre les participants. La FEDIL réaffirme ainsi son engagement à soutenir ses membres en leur fournissant des informations pertinentes et en créant des espaces d'échange sur les défis actuels en matière de ressources humaines.



4TH MEETING OF THE FEDIL NIS2 FORUM

28 January 2025

The recent edition of the FEDIL NIS2 Forum on 28 January 2025 gathered representatives of impacted member companies to discuss the challenges and opportunities brought by the NIS2 Directive. With a full house of engaged participants, the event reaffirmed the importance of collaboration in strengthening cybersecurity. Moderated by Céline Tarraube, Advisor Digital & Innovation at FEDIL, the session featured insightful contributions from distinguished speakers, including Gérard Wagener from the Computer Incident Response Center Luxembourg (CIRCL), who highlighted the role of vulnerability sharing, and Dominique Kogue from the National Cybersecurity Competence Center (NC3), who provided a pragmatic approach to NIS2 compliance.

The NIS2 Directive “on measures to ensure a common high level of cybersecurity throughout the Union” has become applicable since October 2024 and is currently in the process of being transposed into national law (law bill 8364). The Directive aims not only to ensure a high common level of cybersecurity for networks and information systems across Europe by imposing specific requirements on concerned entities but also to strengthen the resilience of the European Union's critical infrastructures against cyberattacks.

In line with its ongoing efforts related to the NIS2 Directive, FEDIL launched the NIS2 Forum in early 2024 with a dual mission: to address key legislative topics related to draft law 8364, currently under parliamentary review, and to facilitate exchanges between impacted sectors.

With approximately 300 members, the forum has become an essential resource for businesses navigating NIS2. FEDIL plays a key role in guiding its members, ensuring they understand their obligations and work collectively toward effective implementation. The forum fosters a culture of cybersecurity awareness and resilience, reinforcing Luxembourg's position as a secure digital hub within the EU.

Beyond compliance, the NIS2 Forum aims to unite stakeholders in knowledge-sharing and collaboration. FEDIL continues to contribute to regulatory consultations, reinforcing its commitment to cybersecurity. The forum's role in fostering best practices becomes ever more critical. FEDIL ensures that Luxembourg's enterprises remain compliant and resilient in an increasingly complex digital landscape.



boldbold

lboldbold

dboldbold

ldboldbold

BOLD INNOVATION

ldboldbold

dboldbold

Le premier rover européen sur la Lune sera luxembourgeois

Le 15 janvier 2025, la société ispace inc. a lancé avec succès sa Mission 2, marquant une étape significative dans l'exploration lunaire privée. Le lancement a eu lieu depuis la Floride à bord d'une fusée SpaceX Falcon 9, avec pour objectif d'atteindre la Lune après un voyage de quatre à cinq mois.

Le module d'alunissage, nommé "RESILIENCE", transporte plusieurs charges utiles, dont le micro-rover "TENACIOUS", conçu et développé par ispace EUROPE S.A., filiale européenne de la société basée à Luxembourg. Ce rover est conçu pour explorer le site d'alunissage, collecter du régolithe lunaire et transmettre des données au module d'alunissage. Il est équipé de caméras, dont une à haute résolution, et d'une pelle afin de récolter du régolithe. Une contribution artistique complète la mission du rover. Le projet "Moonhouse", une petite maison rouge conçue par l'artiste suédois Mikael Genberg, sera déployé par le rover sur la surface lunaire, symbolisant l'union de l'art et de la science dans l'exploration spatiale.

Le déploiement et les opérations du rover TENACIOUS sont une avancée majeure pour le Luxembourg et pour l'Europe. C'est la première fois qu'un pays européen assure les opérations d'un rover lunaire depuis son territoire, marquant ainsi une étape historique dans l'exploration spatiale. Basé à Luxembourg, le centre de contrôle d'ispace EUROPE sera chargé de la conduite à distance du rover, y compris sa navigation sur la surface lunaire, la collecte de données et la prise d'images. Cette capacité opérationnelle inédite démontre la montée en puissance du Luxembourg dans le secteur spatial, lui permettant de passer du statut de facilitateur politique et financier à celui d'acteur technologique et opérationnel.

Le gouvernement du Grand-Duché joue un rôle clef dans cette mission, en soutenant ispace EUROPE pour le développement du rover au travers du programme LuxIMPULSE. Ce programme de financement, géré par la Luxembourg Space Agency (LSA), est mis en oeuvre par l'Agence Spatiale Européenne (ESA). Il combine le financement du Luxembourg avec l'expertise technique de l'ESA afin de permettre la conception du rover par ispace EUROPE. Au-delà d'apporter son expertise technique, ce sont également les capacités opérationnelles de l'ESA qui contribueront à ce voyage vers la Lune. Pour la deuxième mission consécutive, ispace utilise les services de ESTRACK, le réseau d'antennes européennes permettant de communiquer avec des engins spatiaux voyageant dans l'espace lointain.

L'autorisation de la Mission rover d'ispace EUROPE par le gouvernement luxembourgeois marque également une étape importante pour le pays dans son engagement envers l'exploration spatiale et l'utilisation des ressources. L'entreprise a obtenu son autorisation conformément à la loi luxembourgeoise sur l'exploration et l'utilisation des ressources spatiales, adoptée en 2017. Cette législation pionnière vise à encourager le développement d'initiatives spatiales privées dans le secteur de l'utilisation des ressources spatiales. Au cours de la Mission 2, le rover TENACIOUS aura la charge de collecter du régolithe dans un pelle afin d'en transmettre la propriété à la NASA. Cette opération se tient dans le cadre d'un des 4 contrats de transfert de ressources délivrés par la NASA en 2020. Dans une première mondiale, le cadre juridique du Luxembourg sera utilisé pour compléter cette transaction de propriété.

La Mission 2 d'ispace démontre la capacité de l'entreprise à fournir des services de transport et d'exploration lunaires pour des clients à la fois commerciaux et institutionnels. Cette mission ouvre déjà la voie à des opportunités futures pour le Luxembourg, notamment en matière de développement de technologies spatiales et de partenariats internationaux. En outre, ispace prévoit déjà sa Mission 3, dirigée par ispace-U.S. à Denver, avec un lancement prévu en 2026. Cette mission utilisera un nouvel alunisseur, APEX 1.0, conçu pour être l'un

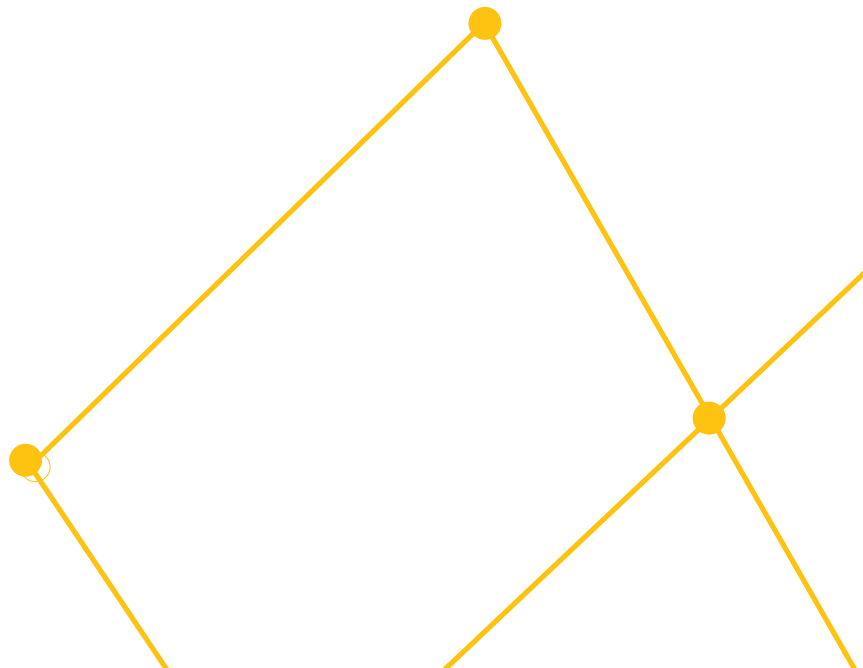
des plus performants de sa catégorie, avec une capacité de charge utile près de dix fois supérieure à RESILIENCE. Cette évolution témoigne de l'ambition d'ispace de renforcer sa position pionnière dans le domaine de l'exploration lunaire commerciale. La Mission 3 aura également à son bord un rover développé par ispace EUROPE afin de démontrer la technologie de localisation de son client CDS srl, basé en Roumanie.



L'équipe d'opération du rover dans la salle de contrôle de ispace EUROPE à Luxembourg.



Le Premier ministre Luc Frieden aux côtés de l'équipe ispace EUROPE au visionnage du lancement de la Mission 2





Dr. Philippe Ludivig avec le modèle de vol du rover TENACIOUS dans la salle blanche de ispace EUROPE.

DR. PHILIPPE LUDIVIG - INGÉNIEUR EN ROBOTIQUE CHEZ ISPACE EUROPE

Philippe Ludivig, originaire de Hamm à Luxembourg, fera partie des opérateurs du rover une fois arrivé sur la Lune. En amont de la mission, Philippe a contribué à toutes les étapes de la construction du rover et était notamment responsable des systèmes caméra. Maintenant que le rover est en route vers la Lune, il se concentre sur les opérations, en développant les outils essentiels pour le pilotage à distance du rover. Philippe dirige également les campagnes de test d'opération. Ces campagnes visent à préparer les opérateurs du rover pour la conduite sur la Lune en les mettant en situation sur Terre dans des carrières, des sites volcaniques ou le terrain lunaire d'ispace. Philippe est Docteur en Sciences de l'informatique de l'Université du Luxembourg avec une spécialisation en localisation de robots lunaire. Son doctorat s'est déroulé dans le cadre d'un partenariat entre ispace EUROPE et l'Université du Luxembourg.

Article :

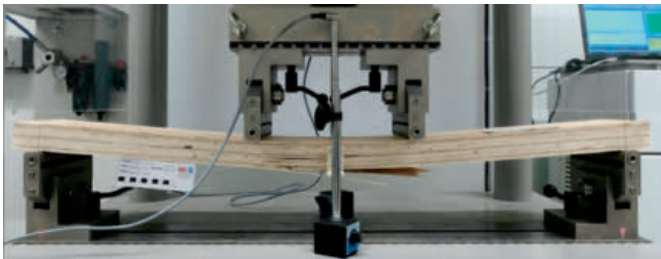
CHARLOTTE NASSEY

Senior Government Affairs & Policy Officer, ispace Europe SA

Transforming the future in construction: a pioneering project for decarbonisation

In collaboration with Prefalux, the Prefa-SeTi initiative aims to work on the decarbonisation of the construction sector through innovative, reusable steel-timber solutions.

As one of the largest contributors to global carbon emissions, the construction sector must undergo a profound transformation to reduce its environmental impact. The Prefa-SeTi project is contributing to this change by developing sustainable steel-timber composite structures that reduce carbon emissions of building materials. Funded by Luxembourg's National Research Fund (FNR) and Prefalux, and supported by the industrial partners ArcelorMittal and MetsäWood, the project aims to minimise the carbon footprint of construction while fostering a circular economy in construction.



Determination of the flexural bending strength of laminated veneer lumber wood



Large scale bending test in the laboratory of structural engineering of the University of Luxembourg

REUSE AND REBUILD: A CIRCULAR APPROACH INSPIRED BY LEGO® BRICKS

Through the development of a demountable steel composite flooring system, the project focuses on reducing embodied carbon in steel-composite structures. Prefalux's involvement introduces engineered bio-based materials, such as laminated veneer lumber (LVL), to create reusable flooring elements. "The support of Prefalux in manufacturing the timber elements, as well as in addressing the technical details, was a tremendous advantage for the success of the project.", added Prof. Odenbreit. These engineered timber panels, made from LVL, will be connected to hot-rolled steel beams, forming a composite structure that is not only robust but also flexible for future disassembly and reuse.

To achieve this, innovative shear connections will be designed, tested, and optimised to link the steel beams and timber elements. The system will use modularity - like LEGO® bricks - making the elements easily interchangeable. The connections, which replace welded connectors, facilitate the future reuse of the structural components and provide an efficient solution to the growing issue of construction waste.

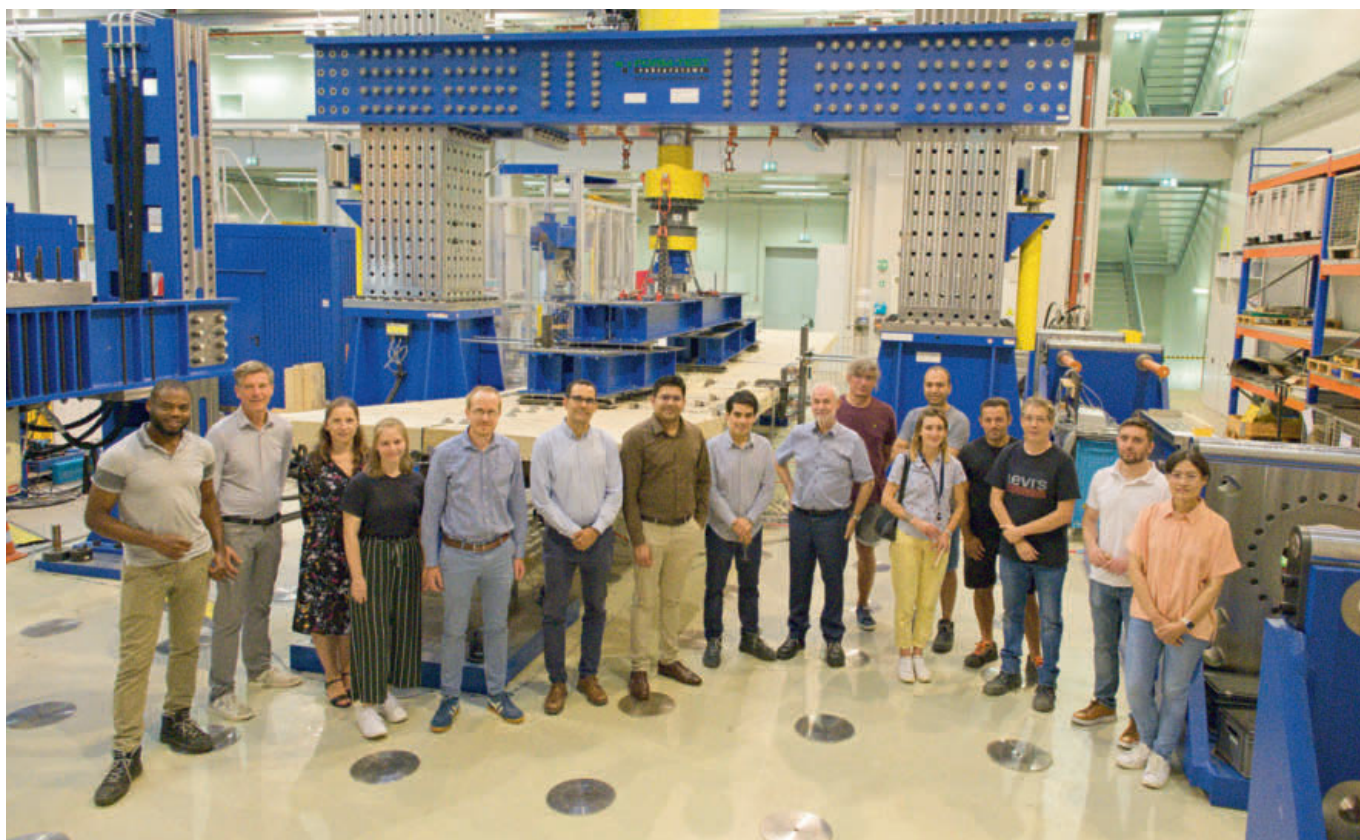
The research, including both physical testing and numerical simulations, resulted in a dismantlable system and analytical models that predict the load-bearing capacity of these systems, ensuring they meet the requirements of modern construction.

A CONTINUED COLLABORATION WITH THE TIMBER INDUSTRY FOR A MORE SUSTAINABLE FUTURE IN CONSTRUCTION

The success of the Prefa-SeTi project is a testament to the power of collaboration between industry partners like Prefalux and research institutions like the University of Luxembourg. Under the ArcelorMittal Chair in Steel Construction, Prof. Odenbreit and his team are also working on the development of the first design guidelines for steel-timber composite structures. They are collaborating with a working group of six from the European Convention for Construction Steelworks (ECCS/TC11/W96) on this initiative, which will provide essential input for the development of future building standards.

The initiative has already gained significant acknowledgment, receiving two prestigious awards: the Excellent Doctoral Thesis Award 2024 (University of Luxembourg) granted to Alfredo Romero Guzman, PhD student at the University, for his groundbreaking research on demountable and reusable steel-timber composite beams, and the Constructsteel Innovation Award (Worldsteel Association) for the project's contributions to wood-steel structures.

This recognition paves the way for a promising future for the project. Through the collaboration between Prefalux and the University of Luxembourg, driven by research, testing, and the development of new standards, Prefa-SeTi is set to play a crucial role in shaping the future of eco-friendly buildings.



Joined forces for the Prefa-SeTi testing campaign

Article :
CHRISTOPH ODENBREIT
LARA PUNT
University of Luxembourg



***Carte
blanche***

Des administrations performantes au service de la collectivité publique et de son économie

L'importance des administrations ne saurait être niée, alors qu'elles font fonction de charnière entre les décisions politiques du Parlement et du Gouvernement et leur application à l'égard du citoyen et de l'entreprise, en veillant à l'égalité de tous devant la loi. Loin de « *Obrigkeitsstaat* » du passé, elles se caractérisent comme prestataires de services publics. En Angleterre, le fonctionnaire s'appelle « *civil servant* », ce qui correspond exactement à sa vocation actuelle : les services publics sont des services *au* public et *aux* entreprises, qui sont les seuls créateurs de richesse. Face à l'hétérogénéité de la population du pays, le langage administratif, imprégné d'un juridisme excessif destiné par le passé à exprimer la dominance du Pouvoir, gagne à être simplifié dans la phase précontentieuse pour que le message véhiculé puisse être compris par le commun des mortels. Ceci est surtout nécessaire, comme chaque personne physique et morale est soumise à des relations avec plusieurs services publics, s'exprimant tous avec une terminologie spécifique et toujours plus complexe¹. Le bon fonctionnement de l'État constitue un facteur majeur de la compétitivité du pays. La mutation vers une relation entre des parties se situant au même niveau, trouve son expression dans l'État de droit et le renforcement progressif des normes nationales et européennes de protection du particulier à l'égard de l'action de l'État et des communes.

Dans un contexte de digitalisation et d'internationalisation d'une économie de services comme au Luxembourg, les administrations se doivent d'être à la hauteur des défis du 21^e siècle, car les dossiers augmentent nettement en nombre et en complexité. La seule réponse à cette évolution ne saurait consister à engager une pléthore de nouveaux agents, mais à travailler sur l'organisation, la gestion par objectifs avec des indicateurs KPI, la formation et le coaching des agents, les procédures et la digitalisation. (À mon avis, certaines

administrations disposent déjà actuellement de trop de personnel). Même s'il n'est pas concurrencé dans son domaine d'action, la qualité de la prestation du service public se doit de susciter constamment l'acceptation des acteurs privés, au risque d'ébranler la confiance dans l'État et la démocratie².

À une époque où les faits juridiques et opérations économiques évoluent à une cadence effrénée, il faut regretter dans la procédure législative que de plus en plus de mesures nationales soient érigées depuis peu par nos institutions - dans le moindre détail - en « *matière réservée à la loi* », procédure particulièrement lourde par rapport aux besoins actuels et à la flexibilité de l'adoption des règlements d'exécution, qui semblent voués à devenir une source de droit d'exception.

Quelles sont maintenant les caractéristiques du fonctionnement d'une administration au 21^e siècle ?

1. La grande majorité des citoyens et entreprises sont honnêtes, ou ont l'intention d'être honnêtes, mais n'y parviennent pas pour différentes raisons. D'où le besoin de promouvoir la « *voluntary compliance* » par un meilleur service : une information compréhensible sous différents supports, l'utilisation de « *chatbots* » sur Internet, l'accessibilité directe de l'agent en charge du dossier, la politesse dans la communication, des déclarations préremplies moyennant la mise en œuvre du principe du « *once only* »³ etc. Cette catégorie de clients nécessite moins de contrôles alors que l'égalité devant la loi ne veut pas dire que tous les dossiers soient contrôlés chaque année de la même façon, c.à.d. moyennement. À l'AED⁴, il s'agit du public-cible des impositions automatiques en matière de TVA.

¹ ACD, AED, CCSS, ITM, ADEM, CNAP, STATEC ...;

² Cf <https://ralph-brinkhaus.de/100-vorschlaege-fuer-den-neustaat/>, p.1;

³ projet de loi no. 8395;

⁴ l'Administration de l'Enregistrement, des Domaines et de la TVA;

2. S'il y a risque de fraude : initier le volet répressif moyennant une analyse de risques. Une analyse de risques performante (prochainement, avec le support de l'intelligence artificielle) nécessite une plénitude de données, issues de la coopération nationale et internationale. L'État ne constituant qu'une seule personnalité juridique malgré ses subdivisions internes, l'AED a réussi progressivement à instaurer par la voie légale un échange de données avec un nombre appréciable d'autres autorités nationales, dont les données sont rassemblées à des fins de contrôle informatisé pour concentrer ses efforts sur l'essentiel. S'y ajoutent les informations issues des réseaux communautaires. Ces échanges se font en concordance avec la réglementation communautaire sur la protection des données, qui ne saurait protéger les fraudeurs, mais les acteurs honnêtes. Cela a permis de démanteler les silos internes au sein de l'État. Dans les cas les plus graves, les fraudeurs font partie de la criminalité organisée qui commettent en parallèle différentes infractions dans différents pays (fraude fiscale et sociale, blanchiment, vente de drogues et d'autres produits prohibés, travail au noir, traite d'êtres humains...). Ces faits constituent une distorsion de concurrence grave par rapport à l'entreprise honnête et il faut se donner les moyens pour être à même d'agir efficacement contre les auteurs. Comme cela existe dans nos pays voisins et à l'instar de l'ADA⁵, j'estime donc indispensable de doter les meilleurs contrôleurs de l'ACD⁶ et de l'AED de la qualité d'Officier de Police judiciaire (OPJ) afin de pouvoir agir directement pour le compte du Parquet⁷ et de collaborer avec la Police judiciaire.

3. Le fonctionnement et l'organisation de l'État, datant en grande partie de l'ère de l'indépendance du pays, se doivent d'être repensés. En premier lieu, on devrait abolir les carrières des fonctionnaires, qui constituent de véritables castes aux droits acquis. Je propose en lieu et place d'engager chaque agent au niveau de traitement qui correspond à sa formation initiale et de coupler ses

avancements ultérieurs par rapport à son engagement, à ses compétences et aux progrès accomplis dans les fonctions lui assignées dans la description de fonctions⁸. Ces évaluations se feraient bien entendu de manière objective par la direction, avec possibilité de recours devant le Ministre de tutelle, mais il est clair, après la chute du communisme en Europe, qu'à défaut d'efforts, les promotions ne sauraient plus tomber automatiquement. Sans lien avec la rémunération, la gestion par objectifs ne donne, en effet, peu de sens. Tout comme dans le secteur privé, la méritocratie constitue donc un facteur important pour progresser. Comme, d'une part, le travail est de plus en plus caractérisé par la spécialisation des tâches et, d'autre part, l'action de l'administration nationale s'inscrit dans l'espace géographique de la Grande Région, il est nécessaire de pouvoir recruter, de façon générale, des ressortissants communautaires afin de garantir la qualité du service public et de mettre fin à la ségrégation du marché de travail. Dernièrement, il faudrait aplanir les hiérarchies afin d'inciter à la prise de décisions plus rapides et aussi proches que possibles du citoyen et de l'entreprise.

Toutes ces propositions ont pour objectif de passer d'une culture principalement réactive, guidée par le « *dat hu mer nach emmer esou gemat* » vers une approche préventive et collaborative, mettant la qualité du service à l'usager, moyennant e.a. l'utilisation des technologies nouvelles, au centre de nos préoccupations.

⁵ L'Administration des Douanes et Accises ;

⁶ L'Administration des Contributions directes ;

⁷ Une première tentative a échoué en 2008 dans le cadre du projet de loi no. 5757 sur la coopération interadministrative ;

⁸ Cf « NEUSTAAT – Politik und Staat müssen sich ändern » édition FBV, 2020, par Thomas Heilmann et Nadine Schön, p. 224 et 225; exemple de la Bavière.

Article :
ROMAIN HEINEN
 Directeur honoraire de l'Enregistrement,
 des Domaines et de la TVA

The EU's Competitiveness Compass: a vision or a mirage?

Imagine a Europe where businesses thrive, investments flow freely, and innovation drives sustainable economic growth. That's the promise behind the European Commission's Competitiveness Compass—a roadmap designed to strengthen the EU's economy, cut red tape, and boost industrial resilience. But will it actually deliver? Or is it just another well-intentioned strategy that will get lost in political inertia?

A BOLD VISION WITH UNANSWERED QUESTIONS

The Competitiveness Compass lays out three core priorities: fostering innovation, accelerating decarbonization, and securing Europe's economic future. In principle, these are the right priorities. However, turning this vision into reality requires more than just policy statements - it demands bold action, clear funding mechanisms, and regulatory reforms that support rather than stifle businesses.

Take innovation, for example. The Commission aims to bridge Europe's innovation gap by investing in artificial intelligence, biotechnology, and space technology. But here's the problem: Draghi recommended €800 billion in annual investments, which may lack a solid financial strategy in the Compass. It is no secret that some European Member States are reluctant to support joint EU borrowing, raising questions about how these ambitious goals will be funded. Without a clear plan, the EU risks falling behind in the global innovation race while bureaucratic hurdles keep startups from scaling.

EUROPE'S INDUSTRY: PLAYING IT SAFE OR FALLING BEHIND?

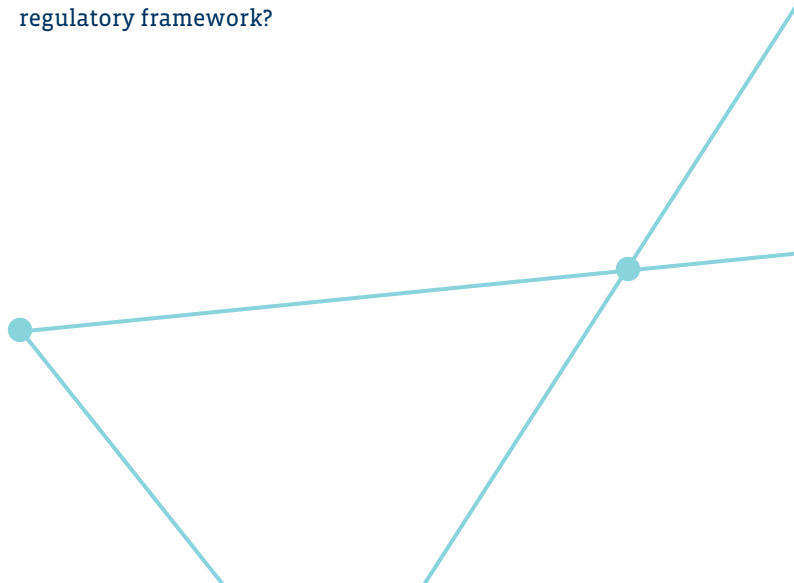
European businesses are hesitant to invest. Many industries are operating at just 60% capacity, and companies are reluctant to commit to long-term projects in an environment of economic uncertainty. The transition to green energy is a prime example. The EU's pledge to cut emissions by 90% by 2040 is laudable, but industries are struggling with high energy costs, unclear hydrogen regulations, and unpredictable clean energy prices.

For the green transition to succeed, the EU must acknowledge that different industries will decarbonize at different speeds. A one-size-fits-all policy risks pushing manufacturers to relocate to more business-friendly regions. Europe must support all forms of clean energy, remove bureaucratic barriers to renewable projects, and ensure long-term energy contracts provide price stability. Without these measures, companies will continue their 'wait and see' approach, which only delays the progress Europe desperately needs.

REGULATORY OVERLOAD VS. BUSINESS COMPETITIVENESS

The EU wants to reduce red tape - on paper, a welcome move. But regulatory simplification must be meaningful. Cutting administrative burdens by 25% across all businesses sounds good, but how these reductions are implemented matters. Take Environmental, Social, and Governance (ESG) reporting. While ESG frameworks promote responsible business practices, excessive reporting requirements impose disproportionate burdens, particularly on SMEs. The EU must ensure that ESG regulations are simplified, harmonized with global standards, and don't create unnecessary economic barriers.

Beyond ESG, Europe's trade policies also raise concerns. The EU has introduced regulatory measures like the Carbon Border Adjustment Mechanism (CBAM), deforestation laws, and corporate sustainability rules that impose European standards on global partners. While these policies aim to promote sustainability, they risk alienating trading partners and fuelling trade tensions. The real question is: can the EU's economy withstand the unintended consequences of its own regulatory framework?



STRATEGIC AUTONOMY OR PROTECTIONISM?

The EU's push for strategic autonomy seeks to reduce dependency on external actors and build resilience in key industries. But if the approach leans too far into protectionism, it risks backfiring. CBAM is a prime example - it aims to prevent companies from outsourcing emissions to countries with weaker environmental laws. However, its implementation remains unclear. To be effective, CBAM must align with the EU's Emissions Trading System (ETS) free allowances, cover a broad range of industries and products, and simplify emissions reporting.

Beyond CBAM, Europe's industrial competitiveness depends on ensuring affordable energy prices. If the cost of doing business in Europe remains uncompetitive, companies will simply relocate. Trade policies must be aligned with industrial strategy, with diversified partnerships that prevent overreliance on a few major players. The EU also needs stronger financing tools to support strategic investments and trade defence measures that prevent unfair competition from non-EU markets.

Strategic autonomy should not mean shutting out competition - it should mean making Europe stronger and better connected to global markets. Policymakers must find the right balance between resilience and openness to avoid self-inflicted economic harm.

THE SINGLE MARKET: A WORK IN PROGRESS

The Single Market should be one of the EU's biggest assets, yet businesses still struggle with fragmented regulations across Member States. Different national requirements make it harder for companies to operate seamlessly. Instead of continuously introducing new policies, the EU should focus on enforcing existing ones, preventing gold-plating (where some Member States add unnecessary national requirements), and harmonizing cross-border trade rules.

A more integrated Single Market would create a level playing field for businesses and help Europe compete with economic powerhouses like the U.S. and China. However, this will require political will and a shift away from national protectionism that hampers free movement.

EUROPE'S BIG DECISION

The Competitiveness Compass offers a roadmap for Europe's future, which is welcome, but needs to bring real change. Businesses are waiting for clear policies, firm commitments, and pragmatic solutions. Without decisive action, Europe will keep falling further behind in the global race for economic leadership.

For the EU to remain competitive, it must move beyond rhetoric. It needs practical regulations, targeted investments in innovation, energy, and infrastructure, and a coherent industrial strategy that prioritizes growth.

The Competitiveness Compass provides a good framework - now it's time to deliver.

FRANCESCO FIASCHI

Head of European Affairs at FEDIL

francesco.fiaschi@fedil.lu

Réduction unilatérale du salaire : modification substantielle du contrat de travail ou inexécution contractuelle de la part de l'employeur ?

L'affaire¹ en cause opposait un salarié entré aux services de son ancien employeur en qualité de gérant technique par contrat de travail du 1^{er} janvier 2017 prévoyant une rémunération mensuelle de 3.300 euros (indice 794,54).

Deux ans après l'embauche, soit à partir du mois de janvier 2019, l'employeur a procédé à une réduction du salaire du salarié sans l'accord de ce dernier et sans respecter la procédure de modification d'un élément essentiel du contrat de travail prévue à l'article L.121-7. du Code du travail. Le salarié a par la suite été licencié le 26 novembre 2021 pour cessation d'activités.

Reconstitué sous une nouvelle dénomination, l'ancien employeur a été assigné en justice pour voir déclarée nulle la modification du contrat de travail intervenue. La société tout en admettant avoir diminué le revenu du requérant et ne pas s'être conformée à la procédure de modification du contrat de travail prescrite par l'article L.121-7. du Code du travail, a fait valoir que son ancien salarié avait implicitement accepté la modification, pour ne pas avoir émis de contestations pendant trois ans et demi. Les juges du premier degré ont suivi ce raisonnement en ajoutant que : « le requérant ne pouvait légitimement faire plaider qu'il n'aurait pas constaté la réduction de son salaire, dans la mesure où tout salarié se devrait de vérifier s'il perçoit le salaire qui lui est redû. »

Le salarié a fait appel de cette décision et a obtenu gain de cause en appel, toutefois, sur la base d'un moyen nouveau, à savoir l'inexécution contractuelle. En effet, le salarié a fait valoir en seconde instance que le non-paiement intégral du montant de son salaire n'est pas à considérer comme une modification unilatérale du contrat, mais comme une violation par l'employeur de ses obligations contractuelles.

Ce qu'ont également retenu les juges d'appel en jugeant que : « Force est de constater que la partie intimée ne fournit

pas la moindre explication quant aux raisons qui l'auraient conduite à procéder à une modification du contrat de travail consistant en une réduction du salaire de l'appelant ... Il appert, par ailleurs, que le paiement d'un salaire d'un montant inférieur à celui contractuellement prévu n'a pas été accompagné d'une modification corrélative au niveau des heures de travail prestées ou de la nature du travail effectué par le salarié.

La Cour retient partant que la modification unilatérale des conditions pécuniaires prévues au contrat de travail, invoquée par la partie intimée, reste à l'état de pure allégation et que le non-paiement du montant indexé du salaire prévu au contrat de travail signé entre parties est à considérer comme une inexécution de ses obligations contractuelles par l'employeur.

En l'absence de preuve d'une modification unilatérale des conditions de travail émanant de l'employeur, le fait que l'appelant ne se soit pas plaint du non-paiement intégral de son salaire en cours d'exécution du contrat est dépourvu de pertinence, en ce qu'il ne saurait être interprété comme une acceptation d'une telle modification. » L'employeur a dès lors été condamné à payer la somme de 8.675,72 euros à titre d'arriérés de salaire.

Cette affaire qui se termine dans l'intérêt du salarié, rappelle les contours d'une modification substantielle du contrat de travail. En effet, même si la procédure n'est pas respectée comme le reconnaît l'employeur en l'espèce, il aurait fallu au moins que cette réduction du salaire soit justifiée. Or, aucun élément du dossier n'a permis de rapporter une telle justification.

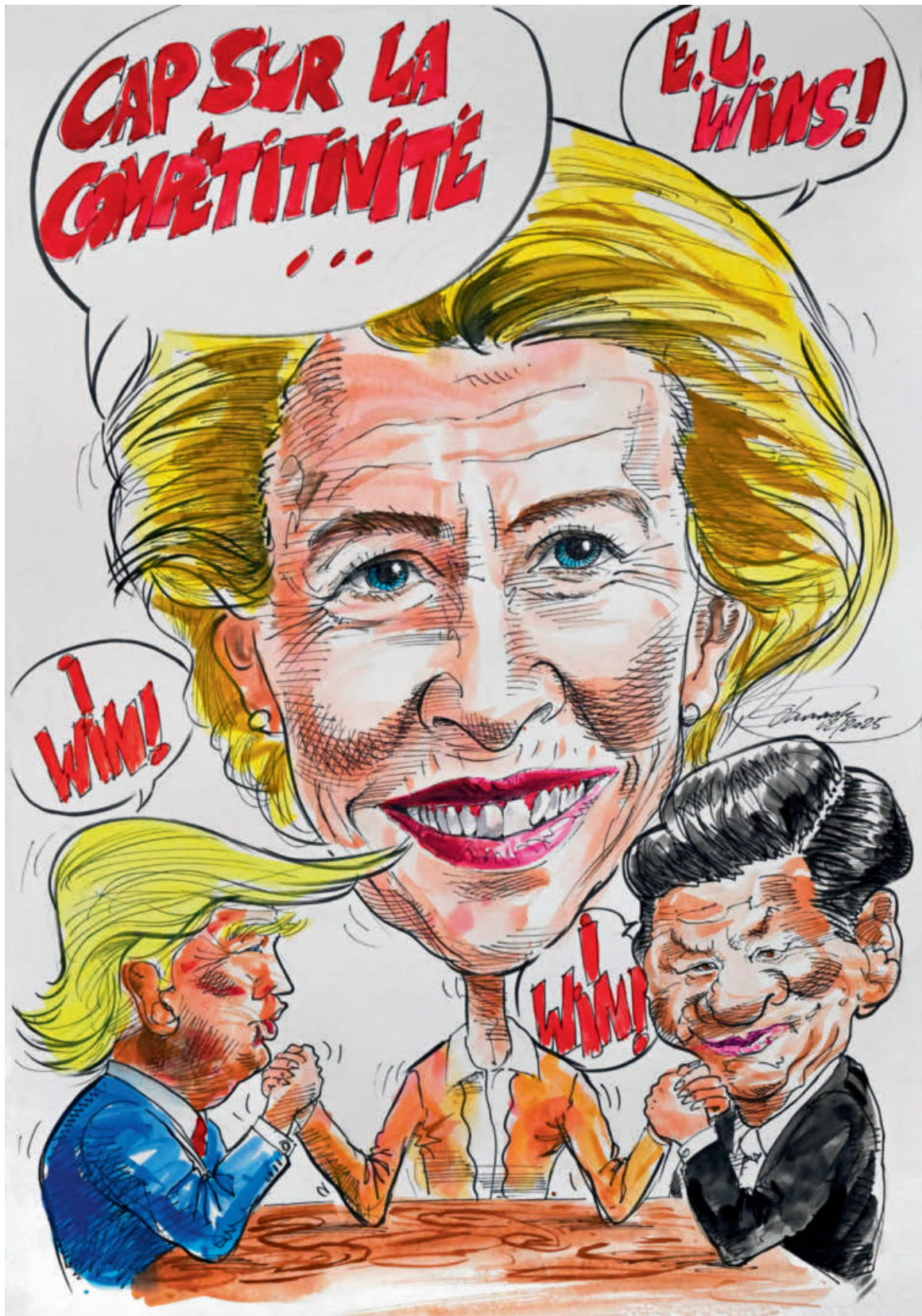
La FEDIL rappelle à ses membres que la modification substantielle du contrat de travail a fait l'objet d'une « brèves de jurisprudences »² disponible sur son site internet.

ELLA GREIDIE

Conseillère affaires juridiques et sociales auprès de la FEDIL
ella.gredie@fedil.lu

¹ Arrêt de la Cour d'appel du 19 décembre 2024, n° CAL-2024-00275 du rôle

² <https://fedil.lu/fr/publications/breves-de-jurisprudence-01-2022-la-modification-dun-element-du-contrat-de-travail/>



Publications de la FEDIL



Single Market Strategy 2025



Édition 2024 du Prix de l'Innovation de la FEDIL



New electricity grid tariffs announced for 2025: What Industrial Consumers Need to Know

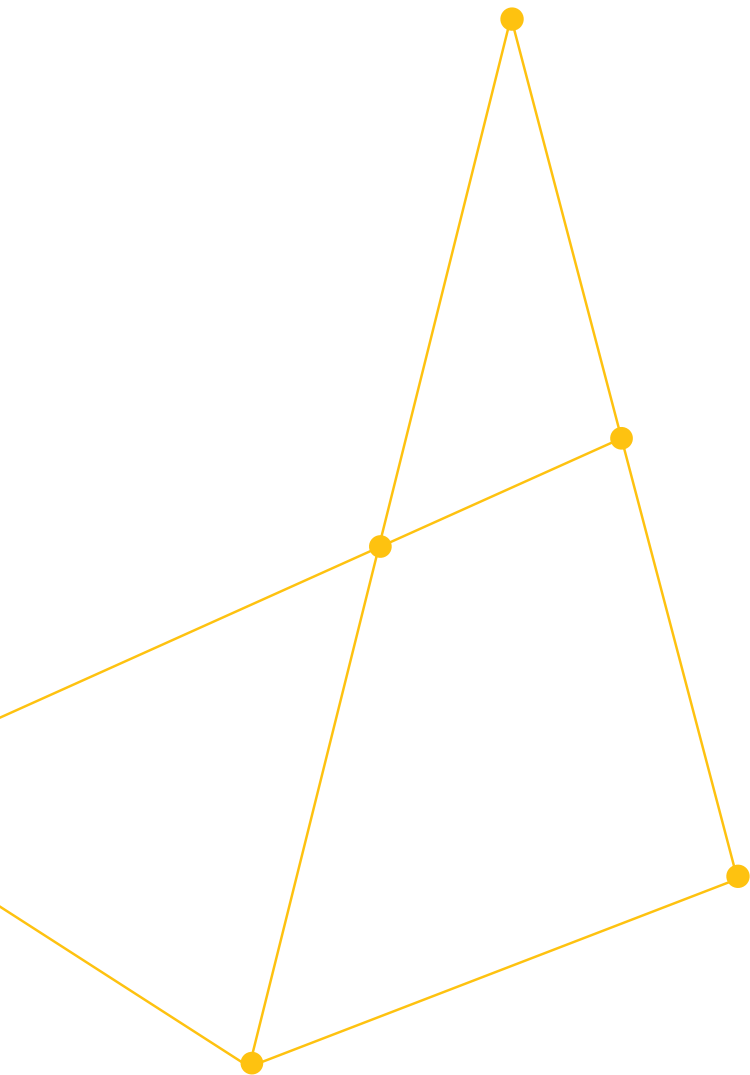


Paramètres sociaux applicables à partir du 1^{er} janvier 2025

Plus de publications et positions sur WWW.FEDIL.LU



**TOUTES LES ACTUALITÉS
DE LA FEDIL ET DE L'INDUSTRIE SUR**
<https://fedil.lu/fr/publications/>



écho des entreprises

FEDIL – The Voice of Luxembourg's Industry

7, rue Alcide de Gasperi
Luxembourg-Kirchberg
B.P. 1304
L-1013 Luxembourg
echo@fedil.lu

Service publicité :
regie@ic.lu
(+352) 48 00 22 - 1

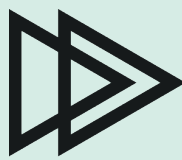
Éditeur :
FEDIL a.s.b.l.
The Voice of Luxembourg's Industry
R.C.S. Luxembourg F 6043
www.fedil.lu

Directeur : René Winkin
Rédactrice en chef : Laurence Kayl
Mise en page : Rodney Ndong-Eyogo
Conception : Cl.ff

Impression : Imprimerie Centrale
Paraît 6 fois par an
Tirage : 2.000 exemplaires

© Copyright 2025 FEDIL

Tous droits réservés.
Des reproductions peuvent être
autorisées en ligne par www.lord.lu.



HELLO**FUTURE**.LU

your job in industry



Sensibiliser les jeunes aux métiers techniques et scientifiques ainsi qu'aux opportunités de carrière dans l'industrie luxembourgeoise est une priorité pour de nombreuses entreprises industrielles !

Le projet HelloFuture, porté par la FEDIL, la Chambre de Commerce et le gouvernement, rapproche entreprises et établissements scolaires, contribuant à orienter les jeunes vers des filières porteuses d'avenir.

La page web de HelloFuture répertorie notamment des offres de stage, toujours très recherchées par les jeunes. Pour en savoir plus :

www.hellofuture.lu



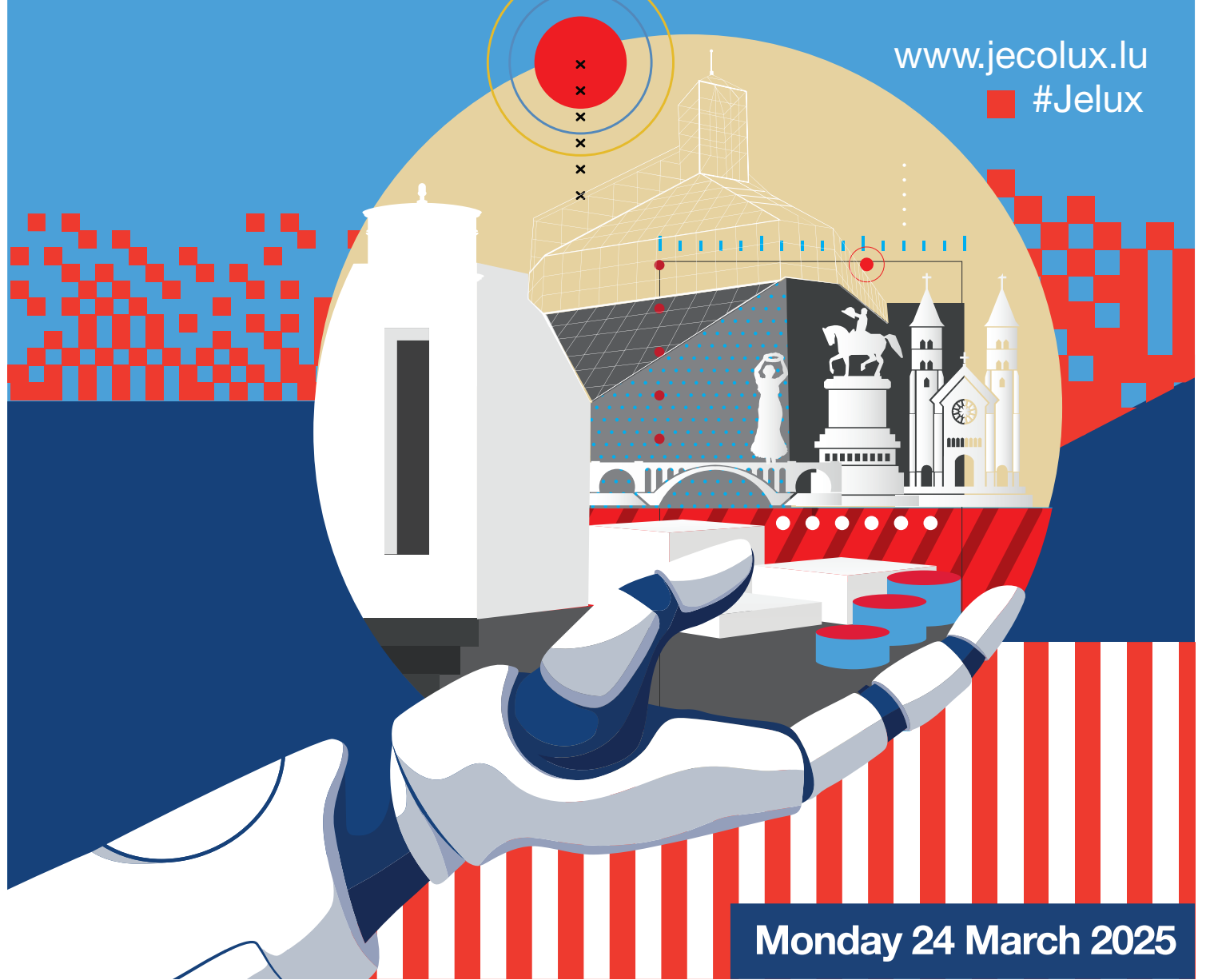
Les partenaires du projet HelloFuture:



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

www.jecolux.lu

#Jelux



Monday 24 March 2025

Luxembourg Chamber of Commerce

AI Technologies

Overhyped, imperative or real opportunity?

JE journée de
l'économie
L u x e m b o u r g

Agenda &
registrations here



Under the patronage of:



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Conference organised by:



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

**CHAMBER
OF
COMMERCE**
LUXEMBOURG
POWERING BUSINESS

FEDIL
The Voice of Luxembourg's Industry

idea

In collaboration with:

